



HAL
open science

La attentats du 11 septembre 2001 et la question palestinienne

Jalal Al Hussein

► **To cite this version:**

Jalal Al Hussein. La attentats du 11 septembre 2001 et la question palestinienne: -. Politique étrangère, 2011, 3:2011 (3:2011), pp.547-558. halshs-00713560

HAL Id: halshs-00713560

<https://shs.hal.science/halshs-00713560>

Submitted on 2 Jul 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

JALAL AL HUSSEINI

Les attentats du 11 septembre 2001 et la question palestinienne

This article explores the impact of the 9/11 2001 events on the Palestinian question. It argues that these events have sparked off a political dynamic led by Israel and the United States that has been instrumental in shaping the Palestinians' polity. It has rendered their statist project unviable while contributing to a geographical and political fragmentation of the Palestinian Authority. While taking note of the various initiatives recently taken in various Palestinian to break the current deadlock, it invites the Palestinian leadership to actively engage in the reinvigoration of its links with the Diaspora.

Introduction

Durant les quelques jours qui suivirent le 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, les Palestiniens furent en passe de devenir les parias de la communauté internationale. Tandis que la monde entier se remettait de l'effarante nouvelle des attentats à "l'avion détourné", des scènes de liesse populaire au sein de plusieurs communautés de Palestiniens à travers le Proche-Orient célébraient l'évènement tournaient en boucle sur le web et les chaînes de télévision. Simultanément, des rumeurs attribuaient la responsabilité de ces attentats à des mouvements de gauche de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Finalement exonérés de toute responsabilité dans ces attentats, les Palestiniens eurent néanmoins à en subir nombres de conséquences. Soumis, à l'instar des autres sociétés arabes, à l'injonction américaine de lutte contre le terrorisme, ils furent victimes des tentatives de démonisation ourdies par le gouvernement israélien sur le mode "Arafat, c'est notre Ben Laden", visant à intégrer sa répression de *l'Intifada al-Aksa* à cette lutte. Le cours de évènements depuis lors a non seulement confirmé la faiblesse diplomatique et militaire des Palestiniens

face à Israël ; il a aussi chamboulé leur paysage politique conduisant à l'impasse dans laquelle ils se trouvent actuellement.

Les Palestiniens à la veille 11 septembre 2001

Les attentats du 11 septembre 2001 surprennent les Palestiniens en plein désarroi. Une année après le déclenchement de l'*Intifada al-Aksa* (*Intifada*) et quelques huit mois suite à l'arrivée au pouvoir du *likudnik* Ariel Sharon en Israël, leur projet d'Etat en Cisjordanie et à Gaza semble au point mort. Loin de constituer un support politique populaire à ce projet, comme avait pu l'être la première *Intifada* (1987-1993), ce second soulèvement reflète avant tout leur frustration face à l'échec de processus de paix, consommé lors du sommet de Camp David en juillet 2000, et à la continuation de l'occupation israélienne. C'est d'ailleurs un soulèvement militarisé, l'affaire des *tanzimat*, ces branches paramilitaires des organisations politiques (affiliées à l'OLP ou non) qui recourent volontiers à l'attentat suicide et semblent jouir d'une certaine autonomie vis-à-vis de leur hiérarchie.

Prise en porte-à-faux entre une communauté internationale soucieuse de stabilité régionale et une base fragmentée et déterminée à en découdre avec les forces d'occupation israéliennes, l'AP, "bras administratif" de l'OLP dans les territoires palestiniens autonomes, s'est contentée d'assurer sa survie en gérant la situation dans le cours terme. Laisser une autonomie limitée aux *tanzimat* et maintenir une pression médiatique contre Israël et ses excès, tout en s'affirmant comme la seule alternative viable à l'occupation et aux extrémistes palestiniens, telles sont les principaux piliers de cette stratégie à court-terme qu'adopte l'AP en cette première année d'*Intifada*.¹

¹ Mansour, Camille, "11 septembre 2001 : L'onde de choc", *Revue d'études palestiniennes*, automne 2001, no.81, pp.3-11.

Sa situation de n'en reste pas moins inconfortable. Les mesures de répression israéliennes combinant destruction de l'infrastructure administrative, économique et politique et entraves à la liberté de déplacement (barrages et blocus) fragmentent le territoire de l'autonomie palestinienne en enclaves séparées, érodant ainsi sa souveraineté au profit des notabilités locales². La direction palestinienne doit aussi faire face aux pressions des Etats-Unis. Echaudés par l'échec du sommet de Camp David, que son médiateur en chef, le Président Bill Clinton, avait imputé aux négociateurs palestiniens, les Etats-Unis et leur nouvelle administration Bush impute toute avancée à l'AP et à sa faculté, supposée, de pouvoir stopper préalablement les activités militaires des *tanzimat*.³ La dégradation de la situation politique et économique en Cisjordanie et dans la bande de Gaza (Gaza), n'empêche toutefois pas la population palestinienne de continuer d'appuyer massivement le soulèvement, même si une majorité appuie en fin de compte le principe d'un cessez-le feu et la reprise des pourparlers de paix avec les Israéliens.⁴

Les attentats du 11 septembre 2001 et la nouvelle donne régionale

A l'unisson des réactions de l'ensemble de la communauté internationale, la Direction palestinienne dénonça les attentats du 11 septembre 2001 tout en assurant les Etats-Unis de son soutien fidèle dans la lutte contre le terrorisme. Afin de leur donner des gages, le Président de l'AP (et chef de l'OLP), Yasser Arafat, fit théâtralement don de son sang pour les "victimes des attaques en Amérique" tout en interdisant toute nouvelle manifestation en faveur de Ben Laden et en exigeant des *tanzimat* qu'elles suspendent leurs attaques contre

² Sur l'impact humanitaire de l'*Intifada*, voir *Palestinian Public Perceptions on Their Living Conditions*, in : http://graduateinstitute.ch/palestine/pdf/intifada/intifada_report_II_v5.0.pdf

³ Ce préalable que l'AP est incapable de respecter cause l'échec des missions américaines de médiation en 2001-2002 : la mission Mitchell, le plan Tenet et la mission Zinni; voir Kathleen Christison, "'All Those Old Issues': George W. Bush and the Palestinian-Israeli Conflict", *Journal of Palestine Studies*, XXXIII, Winter 2004, p.38.

⁴ Voir PSR - Survey Research Unit: Public Opinion Poll # 2, <http://www.pcpsr.org/survey/polls/2001/p2a.html>

Israël⁵. En outre, ses porte-parole s'efforcèrent de qualifier les Palestiniens qui s'étaient spontanément réjouis des attentats de marginaux peu représentatifs de la population palestinienne. Pourtant, ces voix exprimaient, certes maladroitement, un espoir porté par l'ensemble des Palestiniens : que les Etats-Unis comprennent, et de la plus directe des manières, les implications funestes de leur appui inconditionnel à Israël et se conduisent enfin en médiateurs impartiaux du conflit israélo-palestinien.⁶ L'ensemble du monde arabe et musulman s'accorda par ailleurs pour se refuser à établir un quelconque lien entre les attentats terroristes d'Al-Qaïda et les combats, légitimes selon lui, menés contre Israël par les Palestiniens ou le Hezbollah libanais⁷.

Néanmoins, dans cette ère post-11 septembre où le principe d'égalité formelle entre Etats est chahuté, le décalage des rapports de force entre Etats s'accroît. Les voix arabes, et plus encore celles des Palestiniens apatrides, se font éclipser par celle, montante, d'Israël. Dès le lendemain des attentats, Israël s'est en effet efforcé d'arrimer sa répression de l'*Intifada* à la croisade que mènent les Etats-Unis contre le terrorisme sur l'ensemble du "Grand Moyen-Orient"⁸. Pourtant, et c'est là une chance pour les Palestiniens, les priorités à court et moyen terme du couple "Etats-Unis-Israël" ne sont pas identiques. Tandis que le gouvernement Sharon voit là une occasion d'en finir avec le soulèvement palestinien et Arafat, l'administration américaine se focalise d'abord sur l'extermination des auteurs de l'attentat du 11 septembre, soit Al-Qaïda et l'Afghanistan des talibans, tout en gardant l'Irak de Saddam Hussein en ligne de mire. Dans cette optique, il était important de ménager la question palestinienne, condition sine qua non du soutien des pays arabes à sa croisade anti-terroriste. Par ce biais, il s'agissait aussi de soustraire aux entités terroristes cet instrument

⁵ Amos Harel, Avi Asacharoff, *La 7e guerre, d'Israël*, Paris, Hachette, 2004, p.209 ss.

⁶ Voir "Jordan's Palestinian refugees hope US will 'learn' from attacks", (AFP), *Jordan Times*, 27 September 2001, p.4.

⁷ Voir Raymond Hinnebusch, "The Politics of Identity in Middle East International Relations", in *International Relations of the Middle East* (ed. L. Fawcett), Oxford, Oxford University Press, 2005, p.169.

⁸ Voir John Mearsheimer & Stephen Walt, *Le lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine*, Paris, La Découverte, 2007, p.74ss.

de mobilisation politique que constitue l'appel à la libération de la Palestine. C'est dans cette optique que l'administration américaine, pourtant peuplée de faucons pro-israéliens, se refusa dans un premier temps à suivre les desseins anti-palestiniens envisagés par Israël. Comme le Président Bush le confia au roi Abdallah de Jordanie une semaine après les attentats, les Etats-Unis restaient fidèles aux principes de retrait israélien de (ou des) territoires occupés et au règlement juste du problème des réfugiés tels que consacrés par les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU⁹.

Mais sous la pression du gouvernement Sharon et d'un lobby pro-israélien particulièrement puissant au Congrès et dans l'opinion publique américaine, l'administration Bush ne tarda pas à adopter une ligne résolument hostile au président de l'AP.¹⁰ Le 5 avril 2002, tandis que le rythme des violences réciproques s'accélère avec, notamment, à une série spectaculaire d'attentats-suicides en Israël, le Président américain en personne incrimine ce dernier pour n'avoir pas respecté sa promesse initiale de stopper les actes de violence, et le rend responsable de la situation déplorable dans laquelle son peuple se trouve.¹¹ Arafat lui-même est placé en résidence surveillée dans son quartier général à Ramallah depuis décembre 2001, les forces armées israéliennes ont, depuis le 29 mars 2002, réinvesti les villes de Cisjordanie (*opération rempart*), et l'économie palestinienne est exsangue. Quelques mois plus tard, une nouvelle étape est franchie. Il ne s'agit plus de faire pression sur Arafat mais de l'écarter. Dans son discours du 24 juin 2002, le Président Bush proclame que "la paix exige une direction palestinienne nouvelle et différente". Et ce changement de direction, avec de nouveaux dirigeants, de nouvelles institutions, un régime parlementaire, et de nouveaux arrangements en matière de sécurité avec ses voisins, devient même une condition sine qua non de son soutien à la création

⁹ Voir Marwan Muasher, *The Arab Center – The Promise of Moderation*, New Haven, Yale University Press, 2008, p.112.

¹⁰ Au sujet des pressions du lobby "anti-palestinien" sur l'administration Bush, voir John Mearsheimer & Stephen Walt, *op.cit.*, pp. 228-231.

¹¹ Voir le discours du 5 avril in : <http://www.guardian.co.uk/international/story/0,3604,679249,00.html>

d'un Etat palestinien¹². Israël n'est certes pas oublié : promoteurs de la Feuille de route (la *Roadmap*), un plan de paix international devant aboutir à la création d'un Etat palestinien pacifié à l'horizon 2005, les Etats-Unis ont aussi exercé sur ses dirigeants des pressions diplomatiques visant à leur faire adopter ce plan.¹³ Mais les mesures concrètes qu'Israël est invité à considérer, soit le gel des colonies de peuplement et le retrait de leurs forces armées des lieux réinvestis depuis le début de l'*Intifada* est resté tributaire de réformes sécuritaires préalables exigées des Palestiniens. Tandis que les Israéliens pensent avoir reçu là un blanc-seing des Etats-Unis, les Palestiniens comment à assimiler la Feuille de route à une tromperie destinée à asseoir la suprématie israélienne sur l'ensemble de la Palestine.¹⁴

Les limites du jeu d'équilibriste d'Arafat apparaissent alors clairement. Incapable de saisir les implications du contexte post-11 septembre sur l'ordre régional, impuissant à juguler le rouleau compresseur israélien, dénué de contrôle sur les *tanzimat*, notamment les Brigades *al-Aksa* émanant de son propre mouvement Fatah, il se voit aussi contester par une frange grandissante de la population qui critiquent son mode de gouvernance à la fois paternaliste et autoritaire, ainsi que la corruption qui gangrène les institutions de l'AP¹⁵. Cependant, la volonté de réforme politique qui s'exprime là ne se traduit pas pour autant par un souhait de renonciation unilatérale de la lutte armée. Selon certains sondages, si environ deux-tiers des Palestiniens se prononcent en faveur d'un cessez-le-feu bilatéral et d'un retour à la table des négociations durant les années "chaudes" de l'*Intifada* (2001-2005), une proportion similaire appuie simultanément les attaques perpétrées contre les soldats israéliens ainsi que les colons juifs. Cet apparent paradoxe reflète une stratégie d'ensemble face à un acteur

¹² Voir le discours du 24 juin 2002 in : <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/declabush20020624>

¹³ Voir le texte de la Roadmap in: <http://www.ism-france.org/analyses/Feuille-de-route-Texte-Integral-article-303>.

¹⁴ Mounir Chafik, "La position des Etats-Unis à l'égard de la question Palestinienne" (en arabe), *al-Jazira*, in : <http://www.aljazeera.net/NR/exeres/A7C3736A-D2CC-4EE4-9E81-C87EF73FEED7.htm>

¹⁵ Voir les sondages PSR-Survey Research Unit depuis 2000, in: <http://www.pcpsr.org/survey/index.html>

incontournable mais dont les actions militaires sont assimilées à de véritables actions terroristes¹⁶.

Israël, vecteur de la transformation de la question palestinienne

Au-delà du bilan de l'*Intifada* sur les Palestiniens en termes humains (quelques 5,000 morts ; 30,000 blessés)¹⁷ et économiques (récession économique, recrudescence de la pauvreté et du chômage)¹⁸, ce sont ses conséquences politiques sur le projet national palestinien qui nous intéressent ici. Car, si l'impact socioéconomique de la répression israélienne est en partie compensé par l'assistance internationale¹⁹, la perspective d'un Etat palestinien viable semble s'être estompée. A la fragmentation géographique et politique du territoire qui s'est produite dès les premiers mois de l'*Intifada*, s'ajoutent les conséquences lourdes du plan de règlement du conflit israélo-palestinien que le gouvernement Sharon envisage unilatéralement dès le printemps 2002. Basé sur l'idée que seul le cloisonnement de la société israélienne est susceptible de garantir à cette dernière un niveau de sécurité décent, ce plan unilatéral comporte deux dispositifs centraux.

Le premier de ces dispositifs est la construction, dès juin 2002, d'une "barrière de sécurité" en principe temporaire le long de la ligne verte entre la Cisjordanie et Israël. Condamnée par de nombreuses voix, dont celle de la Cour internationale de Justice en 2004, son tracé empiète parfois largement sur le territoire de la Cisjordanie afin d'incorporer quelques cinquante colonies juives de peuplement. Elle entoure, voire parfois encercle littéralement de nombreuses localités, telle

¹⁶ *Idem*.

¹⁷ Voir par exemple un décompte des victimes palestiniennes entre 2000 et 2008 sur le site internet du Croissant Rouge Palestinien, <http://www.palestinercs.org/Reports/ConflictCasualties.pdf>. En comparaison, le nombre d'Israéliens tués durant la même période s'élève à quelques mille individus (voir [B'Tselem, B'Tselem – Statistiques – Fatalities](#),

¹⁸ Voir par exemple Frédéric Lapeyre et al., "Les Palestiniens des territoires occupés face aux politiques israéliennes d'insécurisation", *Alternatives Sud*, vol. XII (2005) 1, pp.135-162.

¹⁹ Voir Frédéric Lapeyre, Mohammed. Bensaïd, *Socio-economic profile of UNRWA Registered Refugees*, IUED/Louvain-La-Neuve/UNRWA survey, Geneva/Amman, July 2006.

que la ville de Kalkilya. Véritable mur de séparation devant à terme mesurer plus de 700 km, soit le double de la longueur de la ligne verte, la barrière est appelée à devenir une frontière de facto avec la Cisjordanie en cas de perpétuation du conflit israélo-palestinien. En ce cas, quelques 8% à 10% du territoire cisjordanien seraient annexés tandis que les localités enchâssées dans le tracé de la barrière seraient asphyxiées du point de vue économique ²⁰ La poursuite de la colonisation juive en Cisjordanie, et en particulier à Jérusalem-Est, rendent cette éventualité des plus plausibles.

Le second de ces dispositifs est le désengagement d'Israël de Gaza. Adopté par le gouvernement israélien en juin 2004, il fut effectué en août 2005. Ambivalentes, ses conséquences politiques se sont in fine répercutées sur le système politique palestinien lui-même. Le désengagement fut d'abord présenté par le gouvernement Sharon comme une mesure visant à décroître, dans l'esprit de la Feuille de route, le niveau de tension entre Israéliens et Palestiniens en l'absence d'un véritable partenaire de paix palestinien ²¹; puis, après la mort d'Arafat survenue en novembre 2004, comme un événement augurant une ère nouvelle de paix entre les deux peuples.²² De son côté, la population palestinienne plébiscitèrent initialement le désengagement comme un premier pas vers le retrait de l'ensemble des territoires occupés, et ce malgré la construction concomitante de la "barrière de sécurité" en Cisjordanie. Mais ces espoirs furent de courte durée. Le retrait israélien s'est en effet accompagné d'un renforcement de la barrière de sécurité construite autour de Gaza en 1994, faisant de ce territoire une véritable prison à ciel ouvert. Ce retrait n'est d'ailleurs que virtuel, comme l'indiquent les nombreuses interventions d'Israël à Gaza sous forme d' "assassinats ciblés" contre les chefs du Hamas, le Cheikh Yassin et

²⁰ Plus de 400 km des 713 km prévus par les concepteurs du mur ont aujourd'hui été construits. Voir une carte récente de la barrière in: http://www.ochaopt.org/documents/ocha_opt_route_projection_july_2010.pdf

²¹ Voir l'échange de lettre Sharon-Bush du 14 avril 2004, in: <http://www.mfa.gov.il/MFA/Peace+Process/Reference+Documents/Exchange+of+letters+Sharon-Bush+14-Apr-2004.htm>.

²² *Israel's Disengagement Plan: Renewing the Peace Process*, 20 April 2005, in: <http://www.mfa.gov.il/MFA/Peace+Process/Guide+to+the+Peace+Process/Israels+Disengagemnt+Plan+Renewing+the+Peace+Process+Apr+2005.htm>

Abdel Aziz Rantissi en mars et avril 2004 ou ses incessants raids militaires jusqu'à l'opération "plomb durci" entre le 27 décembre 2008 et le 21 décembre 2009.

L'impact politique du désengagement s'est aussi déployé de la plus surprenante des manières sur la scène politique palestinienne. Interprété par une majorité de Palestiniens comme une victoire de la lutte armée contre l'occupant, il a suscité une vague d'adhésion pour le Hamas. A l'inverse, le fait que le désengagement ait été planifié et mis en œuvre unilatéralement, sans négociation préalable avec l'AP, constitua un camouflet pour le Fatah qui en tenait alors les rennes depuis son établissement en 1994. Sans doute faut-il voir là une des amorces de cette vague de fonds qui porta, moins d'une année après le désengagement, le Hamas au pouvoir en janvier 2006.²³

Une autre conséquence lourde du désengagement a trait à la position qu'adoptèrent les Etats-Unis, médiateurs obligés du processus de paix israélo-palestinien, sur les questions cruciales de statut permanent. En remerciement du désengagement qu'elle approuve, l'administration Bush avalise le principe d'une pérennisation de certaines colonies en Cisjordanie. C'était la voie ouverte à la concrétisation de la vision Sharon de l'Etat palestinien dans ce territoire : une série d'enclaves démilitarisées reliées entre elles par un système routier complexe²⁴. Résolument engagée à promouvoir la sécurité et le bien-être d'Israël "en tant qu'Etat juif", les Etats-Unis avancèrent aussi l'idée que la question des réfugiés palestiniens ne pourrait être résolue par le biais de la création d'un Etat palestinien, dont le territoire deviendrait la destination d'un éventuel rapatriement des réfugiés²⁵. Cette option n'enlevait pas seulement aux réfugiés leur espoir

²³ Selon un sondage effectué à la veille du désengagement, 84% des Palestiniens interrogés estimaient que celui-ci représentait une victoire de la résistance armée et 40% d'entre eux en attribuaient le mérite à Hamas, contre 21% à l'AP et 11% au Fatah; in: <http://www.pcpsr.org/survey/polls/2005/p17a.html>

²⁴ Baruch Kimmerling, *Politicide*, London, Verso, 2003, p.209.

²⁵ C'est là une des options prévues par les résolutions onusiennes, telle que la résolution 194 (par. 11) de l'Assemblée générale de décembre 1948. Voir l'échange de lettre Sharon-Bush du 14 avril 2004, in:

d'être rapatriés à leurs lieux d'origine ou de recevoir des compensations équitables²⁶. Etant donnée la capacité d'absorption fort limitée de la Cisjordanie et de Gaza, elle condamnait aussi les réfugiés à une réinstallation permanente aux modalités bien incertaines dans leurs pays d'accueil habituels ou ailleurs.²⁷

Cette intrusion des Etats-Unis dans les questions de statut permanent fut interprétée par l'ensemble du monde comme un désaveu cinglant des efforts de modération qu'il avait consenti face à Israël dans le cadre de la recherche d'une paix globale avec Israël, notamment dans le cadre de l'Initiative de paix proposée par le Sommet de la Ligue arabe en mars 2002²⁸. Ces efforts s'apparentaient désormais à des concessions que ne manqueraient pas d'instrumentaliser les négociateurs israéliens. C'était la faiblesse diplomatique du monde arabe face au couple américano-israélien qui était ainsi mise en exergue.

L'évolution tronquée de la réforme de l'Autorité palestinienne

Après l'Afghanistan et l'Irak, l'AP fut considérée comme l'un des principaux chevaux de bataille du mouvement de réforme politique voulu par les Etats-Unis au Moyen-Orient au lendemain des événements du 11 septembre 2001. Cette réforme s'inscrit, au même titre que l'arrêt des actes de violence contre Israël,

<http://www.mfa.gov.il/MFA/Peace+Process/Reference+Documents/Exchange+of+letters+Sharon-Bush+14-Apr-2004.htm>.

²⁶ C'est là la revendication première des réfugiés et une des options prévues par les résolutions onusiennes, telle que la résolution 194 (par. 11) de l'Assemblée générale de décembre 1948. Voir l'échange de lettre Sharon-Bush du 14 avril 2004 du 14 avril 2004, in: <http://www.mfa.gov.il/MFA/Peace+Process/Reference+Documents/Exchange+of+letters+Sharon-Bush+14-Apr-2004.htm>. f.

²⁷ Abbas Shiblak, "Palestinians in the aftermath of 11 September", *Forced Migrations Review*, 13, June 2002, <http://www.fmreview.org/FMRpdfs/FMR13/fmr13full.pdf>.

²⁸ L'Initiative préconise des relations normales entre le monde arabe et Israël en échange d'un retrait israélien de tous les territoires occupés en 1967. Elle demandait aussi à Israël de parvenir à une solution juste et agréée au problème des réfugiés palestiniens conformément à la Résolution 194, mais sans fixer de priorités entre les différentes options prévues par celles-ci, soit le rapatriement en Israël ou une réinstallation compensée ailleurs. Voir: http://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2004_2009/documents/dv/copo20070702_the_arab_peace_initiative_/copo20070702_the_arab_peace_initiative_fr.pdf

comme un des premières étapes de *la Roadmap* supervisée par un Quartet composé des Etats-Unis, de l'Union Européenne, de la Fédération de Russie et des Nations Unies. Le degré d'implication de ces différents acteurs extérieurs, sans compter Israël et les pays arabes, reflète la faiblesse intrinsèque de l'AP : proto-Etat dénué de souveraineté territoriale, elle ne soit sa survie financière et infrastructurelle qu'à l'assistance internationale. Cette assistance a eu un cout : une ingérence directe des acteurs internationaux et de leurs intérêts particuliers dans son agenda interne, source chronique de décalage entre les réformes mises en œuvre et les réalités du terrain.

La mise à l'écart du Président Yasser Arafat et l'instauration d'un régime parlementaire avec un Premier Ministre (une fonction encore inédite au sein de l'AP) aux pouvoirs étendus est, on l'a vu, la première réforme politique exigée par les Etats-Unis. Nommé à ce poste en mars 2003 par un Arafat réticent, Mahmoud Abbas (Abou Mazen) démissionna six mois plus tard. Porteur d'un projet modéré prônant la fin de l'Intifada et la reprise des négociations avec Israël en vue d'un Etat palestinien, son action a été entravée par d'incessants conflits avec le Président au sujet du partage de leurs compétences respectives, ainsi que par l'hostilité que lui vouèrent les Islamistes radicaux du Hamas et du Jihad islamique. Le Premier Ministre Sharon précipita sa chute en dénigrant son manque d'assise, mettant par là en doute ses capacités de "partenaire"²⁹. La mort du *Rais* en novembre 2004 remit en selle Abou Mazen et son programme réformateur et laïc centré sur l'"Etat de droit" : il remporta les élections présidentielles de janvier 2005 et bénéficia dès lors du soutien politique et financier de la communauté internationale.³⁰ Mais les élections législatives qu'il organisa en 2006 virent la victoire "surprise", mais légitime, des islamistes du Hamas, devant son propre parti, le Fatah. Largement attribuable à la persistance de la corruption au sein de l'AP et du Fatah, à la stagnation du processus de paix, et au prestige grandissant du Hamas et sa stratégie de conflit armé avec Israël, cet échec donna lieu à un revirement du processus de réforme initié en 2003.

Avec la bénédiction du Quartet, Abou Mazen a depuis lors cherché à re-présidentialiser l'AP en érodant les pouvoirs législatif et exécutif du Hamas en faisant promulguer par le Conseil sortant une législation lui permettant d'annuler toute loi prise par le prochain Conseil.³¹ Ce fut le point de départ d'une rivalité Fatah/Hamas, notamment au sujet du contrôle des finances et des forces de sécurité de l'AP qui allait déboucher sur le "coup d'Etat" du Hamas en juin 2007.

²⁹ Voir John Strawson, *Partitioning Palestine*, New York, Pluto Press, 2010, pp. 206-209.

³⁰ Michele Dunne, "A Two-State Solution Requires Palestinian Politics", *Carnegie Papers*, no.113, June 2010, p.9.

³¹ *Outgoing MPs boost Abbas' power*, 13 February 2006, http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/4708820.stm

Le Hamas s'est aussi vu contraint par les mesures de rétorsion économique israéliennes sous forme de cessation du versement des revenus des taxes et droits de douanes, et par le boycott des bailleurs de fonds occidentaux. Organisation terroriste pour les Etats-Unis, le Hamas dérogeait en outre aux conditions fixées par le Quartet afin de bénéficier de l'assistance internationale : le refus de tout recours à la violence, la reconnaissance d'Israël et un engagement en faveur de la Feuille de route.³²

L'éviction du Hamas, désormais subventionné par une des composantes de l'"axe du mal", l'Iran, est devenue leur priorité. Ils ont ainsi joué un rôle certain dans la dégradation des relations entre la Présidence d'Abou Mazen sise à Ramallah et le gouvernement du Hamas retranché à Gaza, une dégradation qui se dédouble en fréquents accrochages entre les *tanzimat* du Fatah et celles du Hamas dès octobre 2006 sur fonds de fréquentes incursions israéliennes. Ils désapprouvèrent le rapprochement Fatah/Hamas de février-mars 2007 autour d'un gouvernement d'union nationale ; en revanche, ils offrirent une assistance financière et technique aux forces du Fatah les incitant même, selon la revue américaine *Vanity Fair*, à renverser le gouvernement Hamas à Gaza.³³ Le coup de force des forces du Hamas celles du Fatah à Gaza en juin 2007 apparaît dès lors comme une mesure préventive. Ses conséquences n'en ont pas moins été dramatiques. L'Autorité palestinienne a depuis lors été divisée en deux entités géographiques et politiques distinctes qui se sont réciproquement lancé l'anathème de l'illégitimité.

Isolé à Gaza, cible de la vindicte militaire et financière d'Israël et de la communauté internationale, le gouvernement "illégitime" du Hamas a de plus dû combattre l'émergence à Gaza de groupuscules djihadistes inspirés par Al-Qaïda, mettre au pas les structures clanique qui contestaient parfois son pouvoir, et contenir les activités de sa branche armée, notamment sous forme de tirs de

³² Quartet Statement, London, 30 June 2006, http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/declarations/88201.pdf.

³³ David Rose, "The Gaza Bombshell", *Vanity Fair*, April 2008, <http://www.vanityfair.com/politics/features/2008/04/gaza200804>

roquettes sur les villes du sud d'Israël. Sa survie est certes en grande partie due à l'assistance financière et technique acheminée par les organisations onusiennes d'assistance, ainsi qu'à l'activité économique "souterraine" avec l'Egypte. Mais elle doit aussi au contrôle policier strict de sa population et de constantes restrictions à la liberté d'expression.³⁴

En Cisjordanie, l'Autorité Palestinienne à coloration Fatah du Président Abou Mazen a poursuivi un double agenda : la mise au pas du Hamas et, dès 2009, la reprise active de projet étatique à travers le développement d'institutions locales basé sur les principes de bonne gouvernance, de transparence et de libre entreprise.³⁵ Cette approche du *state-building* néolibéral "par le bas", dont l'architecte est le Premier ministre de l'AP d'Abou Mazen, Salam Fayad, semble avoir déjà porté certains fruits dans les enclaves de Cisjordanie : l'aide internationale ainsi qu'un relâchement relatif des restrictions israéliennes à la liberté de mouvement, y ont encouragé la reprise de l'activité économique. Entérinée par de nombreux pays et institutions internationales, dont le FMI et la Banque mondiale, elle devrait aboutir à la proclamation d'un Etat palestinien par les deux tiers de l'Assemblée générale de l'ONU au mois de septembre 2011.³⁶ Considérée comme une "dernière chance" pour les Palestiniens à l'heure où Israël, dirigé à nouveau par la droite du Likoud depuis mars 2009, a relancé sa politique de colonisation en Cisjordanie (y compris Jérusalem-Est), elle comporte néanmoins quelques risques majeurs. Que se passerait-il si la reconnaissance internationale d'un Etat palestinien ne produisait l'effet psychologique escompté en Israël ? Le "plan Fayad" ne sert-il pas en réalité les desseins du gouvernement israélien qui ne prévoit pour les Palestiniens qu'un régime d'autonomie, ou plutôt d'enclaves autonomes en Cisjordanie ? Le Président américain Obama en poste depuis 2008 avec un agenda moyen-oriental plus

³⁴ Voir Nathan Brown, "The Road out of Gaza", *Policy Outlook*, January 2008, http://www.carnegieendowment.org/files/brown_gaza_final.pdf.

³⁵ Palestinian National Authority, *Palestine - Ending the Occupation, Establishing the State*, 2009: http://www.mopgov.ps/web_files/issues_file/090825%20Ending%20Occupation,%20Establishing%20the%20State%20-%20Program%20of%20the%2013%20government.pdf

³⁶ "IMF: Palestinian institutions ready for state", 8/4/2011, <http://www.maannews.net/eng/ViewDetails.aspx?ID=375942>.

équilibré que celui de son prédécesseur pourrait jouer un rôle crucial dans la matérialisation des desseins palestiniens. Mais les espoirs placés par le Palestiniens en lui ont pour l'instant été déçus. Non seulement n'a-t-il pu empêcher la poursuite de la colonisation israélienne dans les territoires occupés ; rejoignant les autorités israéliennes, il s'est inscrit contre le "plan Fayad" et a émis des réserves sur le récent processus de réconciliation entre le Fatah et l'"organisation terroriste" Hamas. Les logiques politiques découlant des évènements du 11 septembre 2001 sont toujours prégnantes dans la région du Proche-Orient.

Conclusion

Les attentats du 11 septembre 2001 ont transformé la scène politique palestinienne. L'alliance sacrée "Etats-Unis-Israël" que scellent ces attentats autour d'une croisade anti-terroriste tout azimut donnèrent l'occasion au gouvernement Sharon de réaliser son "politicide", soit la destruction du projet d'Etat palestinien viable en Cisjordanie et à Gaza (soit 22% de la Palestine historique)³⁷. La stratégie des Etats-Unis, basée sur la cooptation des pays arabes dans leur projet d'éradication du terrorisme, ont certes freiné les ambitions israéliennes. Mais si la notion d'un Etat palestinien pacifié reste reconnue comme l'une des composantes déclarées de tout accord de paix, les manœuvres des gouvernements israéliens successifs en ont sérieusement limité la portée. Rogné par la "barrière de sécurité", entamé par les blocs de colonies juives, bridé par un système complexe de blocus et de barrages, et coupé en deux entités distinctes depuis 2007, le territoire de l'autonomie palestinienne ne semble pas à même de constituer un socle viable pour la création d'un Etat.

³⁷ Selon le titre du livre de Baruch Kimmerling, op.cit. Ce "politicide" n'excluait pas l'idée même d'Etat palestinien, mais en Jordanie, considérée comme une patrie alternative des Palestiniens.

L'ingérence directe des Etats-Unis (et du Quartet) dans le système politique palestinien est une autre résultante de la dynamique générée par les attentats. Ignorant le fait que l'AP n'était qu'une entité autonome administrant, qui plus est, un territoire occupé, on lui fixa des objectifs militaires/policiers auxquelles elle fut incapable de répondre. On lui imposa aussi des réformes démocratiques, d'ailleurs souhaitées par la population palestinienne, mais dont la mise en œuvre dans le contexte de l'occupation leur conféra le visage de la collaboration. La victoire du Hamas aux élections législatives de 2006 confirma leur faible portée mais aussi leur caractère éminemment aléatoire : suite à ces élections, c'est bien à la re-présidentialisation du système politique palestinien, et à la mise au pas du Hamas, que s'attelèrent les Etats-Unis.

L'impasse actuel de leur projet national a conduit les Palestiniens à précipiter l'échéance d'une déclaration unilatérale (et reconnue) de l'Etat palestinien, ou à lui trouver des voies alternatives comme la constitution d'un Etat binational avec Israël. Sans préjuger de la pertinence de ces plans, il apparaît aussi nécessaire pour la Direction palestinienne de renouer les liens institutionnels et politiques distendus depuis les Accords d'Oslo de 1993 avec les Palestiniens de la Diaspora. Une telle entreprise conférerait à la première une profondeur stratégique tout en faisant renaitre chez les seconds un sentiment de pleine adhésion aux processus en marche en Palestine.

Biographie

Jalal Al Hussein est chercheur associé à l'Institut français du Proche-Orient (Amman). Il est l'auteur de plusieurs études sur la formation de l'Etat palestinien ainsi que sur les dimensions politiques et socioéconomiques de la question des réfugiés palestiniens. Il a également travaillé sur ces mêmes problématiques comme consultant pour plusieurs agences nationales et internationales basées au Proche-Orient.